

# Capítulo 9

---

## **Des Apories D'une Politique Éducative Pour Le Développement Du Congo**

*Blaise Pascal Zirimwababago Muhindo  
Universidad Oficial de Bukavu, RDC*

DOI: <https://doi.org/10.61728/AE20256302>



## **Resumé**

Le présent chapitre étudie le rôle de l'éducation dans les processus du développement social en République Démocratique du Congo. Il affirme que le système éducatif hérité de la colonisation est resté éloigné de la réalité locale en se centrant sur des modèles occidentaux qui perpétuent l'aliénation culturelle et sociale. Son objectif consiste à évaluer dans quelle mesure en République Démocratique du Congo l'éducation peut contribuer au développement social et économique et propose une politique éducative adaptée aux problèmes et nécessités congolais à travers une éducation contextualisée y pertinente. Pour ce faire, le chapitre utilise une méthode analytico-critique pour comprendre l'évolution historique du système éducatif congolais en révisant ces trois principales étapes: l'éducation traditionnelle africaine, coloniale et la postcoloniale. Les résultats montrent que le système éducatif congolais perpétue la déconnection entre l'éducation et le contexte social en priorisant l'élitisme et le culte de diplôme au lieu de viser les compétences professionnelles.

## **Introduction**

Il existe aujourd'hui un impact positif de l'éducation sur le processus de développement des nations. L'inscription de l'éducation au nombre des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en est une preuve. Définie comme « la direction qu'un groupe humain, famille, classe sociale, Etat, donne au passage de l'enfance à l'âge adulte » (Morfaux et Lefranc, 2014, p.154), l'éducation se précise comme un facteur décisif dans l'émancipation sociopolitique et économique des sociétés. Elle est pour ce faire, « une condition indispensable, sinon suffisante, du développement de l'individu et de la société » (ONU, 1990). Puisqu'elle est différente de la simple instruction qui n'est que la transmission des savoirs, l'éducation, à travers l'enseignement primaire, secondaire et

universitaire, paraît un facteur essentiel dans la lutte contre la pauvreté, les ségrégations, l'oppression et les conflits. Elle constitue une clé dans le processus de transformations sociales et du renouvellement politico-économique voire scientifique pour un développement humain.

Conscients des implications de l'éducation dans le développement, la République démocratique du Congo (RDC), comme beaucoup d'autres pays africains, s'est, depuis l'indépendance, investie dans la formation d'une élite capable de relever le défi du sous-développement. A cet effet, depuis quelques décennies, des interrogations sur la capacité de l'école africaine, en général, à booster le développement du continent, ont fait l'objet de plusieurs études. Julius Nyerere, dans *Indépendance et éducation* (1972), dénonce l'aliénation, l'extravertisme et la désincarnation de l'école africaine de ses réalités ; ce qui ne lui permettrait pas de répondre aux besoins réels du continent. Pour ce faire, il prône une endogénéisation de l'école africaine. C'est aussi l'idée de Jean-Marc Ela qui dénonce l'attitude livresque de l'école africaine qui rend étrangers ses acteurs aux réalités de leurs propres territoires. Pour sa sédentarisation, l'école africaine devrait allier la plume et la pioche en vue d'une école intégrale. Leurs avis rejoignent celui de l'équipe d'experts sur les méthodes d'enseignement en Afrique conduite par Françoise Cros qui, dans ses conclusions, fustige la décontextualisation du contenu des programmes d'enseignement en Afrique. Ceux-ci puisent leur contenu dans l'univers culturel occidental au détriment des valeurs et des réalités locales (africaines). A ce sujet, ils regrettent que les contenus des activités dans les écoles africaines s'inspirent immédiatement de manuels canadiens ou européens (Cros et al., 2009).

Partant de ces études, une lecture évaluative de l'impact de l'école congolaise sur le développement de la RDC conduit à se demander si elle a pu impulser le développement qu'on attendait. En effet, l'état actuel du système éducatif congolais, la conception et l'application de sa politique et son programme, depuis l'avènement de l'école moderne par la colonisation jusqu'à nos jours, augurent-ils un développement durable pour la RDC? Décidément, une école pour le développement de la RDC ne doit-elle pas être territoriale, attentive et adaptée à ses réalités sans se couper du monde au temps de la mondialisation?

A travers une analyse critique, nous répondrons à ces questions dans trois points portant, successivement, sur la genèse des systèmes éducatifs africains, les défis de l'école congolaise moderne et les perspectives pour une éducation du développement de la RDC.

## **Genèse et évolution de l'école en Afrique**

L'appréhension de la politique éducative au Congo (RDC) exige une compréhension globale des buts et objectifs de l'école en Afrique. Celle-ci est l'œuvre de la colonisation qui, pour ses fins assimilationnistes, a supplanté l'éducation traditionnelle jugée au rabais et barbare par ceux qui ont voulu soumettre le continent. La spécialisation de l'école coloniale à des fins professionnelles a ainsi appauvri l'Africain buté aux multiples problèmes de la vie.

## **L'holisme de l'éducation traditionnelle africaine**

Une des définitions de l'éducation traditionnelle africaine nous est fournie par Mungala (2016) qui l'appréhende comme un enseignement fondé sur les traditions proprement africaines et qui est transmis de génération à génération depuis la période précoloniale jusqu'à nos jours. Cette éducation est au fondement des sociétés africaines bien qu'elle soit souvent péjorativement considérée suite à sa minimisation issue d'une certaine mentalité coloniale. Son modèle, son idéal et la pertinence de certaines de ses méthodes récusent les qualificatifs de rabais, d'archaïque et rétrograde qu'on a l'habitude de lui imputer. Certes, l'éducation traditionnelle africaine a ses limites. Néanmoins, elle a aussi ses spécificités qui méritent une attention particulière en vue de sa valorisation. En effet, la visée primordiale de l'enseignement traditionnel africain était essentiellement la transmission, de génération à génération, des valeurs fondamentales des sociétés africaines en vue de la responsabilité et de l'utilité sociale. Le type d'homme à former, les compétences à lui transmettre, selon les besoins de la société, étaient la visée des enseignements dispensés lors des activités initiatiques.

L'atteinte de cet objectif était le fil conducteur, non seulement des principes et des méthodes, mais aussi des techniques et du contenu «

des programmes » de l'éducation traditionnelle. Comme le montre Colle (1971), l'enseignement traditionnel visait la formation de la personnalité de l'enfant en fonction des responsabilités futures à remplir. Ainsi, tout ce qui ressort de la culture, de la gastronomie, de la chasse, et toute une série de renseignements propres aux hommes et aux femmes étaient pris en charge par l'éducation traditionnelle. Certes, à cette époque, il n'existe pas d'école proprement dite sur le modèle occidental.

Cependant, la famille, aidée par l'entourage et le conseil de sages, sert de cadre idéal pour la formation intégrale des jeunes. Au bout de la formation, le jeune devrait faire preuve des compétences nécessaires pour la réussite de sa vie. De ce fait, l'essentiel de cet enseignement était basé sur la transmission des valeurs très intimes avec la vie, c'est-à-dire, l'environnement social des formés. Ils étaient préparés, dans la mesure du possible, à l'affrontement des problèmes vitaux. D'où le pragmatisme de ses méthodes. Le recours aux langues locales comme langue d'enseignement constituait un des avantages majeurs de l'enseignement traditionnel. Ceci facilitait la transmission et l'acquisition des savoirs.

Toutefois, en dépit de ses avantages, l'enseignement traditionnel a été totalement supplanté par l'école coloniale en entretenant avec elle un rapport conflictuel et méprisable. On peut alors se demander si la supplantation de l'école traditionnelle africaine par celle coloniale était de nature à favoriser le développement de l'africain.

### **L'enseignement colonial et sa visée assimilationniste**

L'école coloniale s'inscrit dans la mission civilisatrice de la colonisation. Son objectif, à en croire Julius Nyerere (op.cit), était d'inculquer aux apprenants les valeurs de la société coloniale sublimée au détriment de leur propre société dont les valeurs ont été minimisées et honnies. Pour répondre à son besoin en termes de main-d'œuvre et du personnel, l'école coloniale visait la formation des administrateurs locaux et des fonctionnaires subalternes. La formation de l'africain capable de s'auto prendre en charge et de résoudre les problèmes concrets de son environnement n'était pas la visée de cette école. Le contenu des programmes

scolaires, tous tournés, non seulement vers la maîtrise de la langue du colon, vecteur de ses valeurs, de sa culture et de son histoire, mais aussi vers la connaissance parfaite du pays colonisateur au détriment de celui du colonisé, en est une illustration.

Achille Mbembe (1985) pense à ce propos que le contenu de cet enseignement a eu pour effet, chez l'enfant africain, un traumatisme psychologique et culturel qui ont favorisé sa colonisation culturelle. En effet, au bout de la formation, les jeunes africains connaissaient par cœur l'histoire, la littérature, la géographie et l'hydrographie des pays européens que leurs propres pays. On leur apprenait à mieux maîtriser la langue du colon, à s'y identifier même au mépris des leurs. La conséquence en a été la méconnaissance entretenue et voulue de leurs propres réalités.

Sans nier l'importance de certains de ses aspects positifs, il est évident que le système éducatif colonial inculque plus la subordination et l'infériorité au colonisé, la soumission de l'Afrique à l'Europe. Il s'avère, selon Julius Nyerere, que c'était un enseignement assimilationniste qui poursuivait la coupure de l'africain de ses valeurs traditionnelles de solidarité et du sens de la communauté. A cet effet, il affirme que l'enseignement colonial était « inévitablement fondé sur les nécessités d'une société colonialiste et capitaliste. Il renforçait et encourageait les instincts individualistes de l'homme, au lieu de ses instincts de coopération. La possession personnelle des richesses matérielles devenait ainsi le principal critère de valeur et de mérite social » (Nyerere, 1972, p.13).

En ce qui concerne la RDC, ce premier moment de la politique éducative part de 1890 avec l'Etat indépendant du Congo (EIC) de Léopold II (Kiambu Di Tumea, 2018). Si au départ, ce dernier ne s'intéresse pas à l'éducation, les confessions religieuses, en l'occurrence la mission catholique, en ont fait le fer de lance de la propagation du christianisme. L'école a été considérée par les missionnaires comme un lieu de diffusion de la foi chrétienne auprès de la jeunesse, plus ouverte que les parents, aux idées et pratiques exogènes. L'école devenait en même temps un terrain de combat contre les valeurs ancestrales, une aubaine d'endoctrinement.

Léopold II, dont l'administration se convenait avec les missionnaires sur le contenu de l'enseignement, a trouvé dans ces espaces, un instrument

de production d'une main d'œuvre. Ainsi, « l'objectif recherché était de former les jeunes congolais à lire, écrire et calculer afin de mieux les utiliser dans la nouvelle administration qui se mettait en place et dans les entreprises pour l'exploitation du caoutchouc et autres matières premières. » (Kiambu Di Tumea, 2018). A son tour, l'avènement du Congo Belge, en 1908, a fortement impacté le système éducatif congolais. Les nouveaux propriétaires du Congo avaient changé d'objectif. Il était désormais question d'instruire les indigènes au modèle belge. D'où la métropolisation de l'éducation en RDC. Il s'agissait de former les jeunes congolais à l'esprit et aux intérêts belges.

La Belgique, en tant qu'Etat colonial, était à la fois l'organisateur et le bailleur de fonds de l'enseignement, par l'entremise de l'Eglise, en vue de mater et dominer les populations indigènes du Congo. Ainsi, il a consenti des moyens financiers considérables pour que les écoles munissent les futurs travailleurs à la fois d'une bonne moralité et d'une rentabilité appréciable. Dans cette optique, les dirigeants belges visaient à donner aux indigènes avant tout une éducation à la fois rudimentaire et utilitaire, susceptible de les amener à accepter, voire à désirer pour longtemps la colonisation. La vie coloniale est restée comme le prototype d'une meilleure organisation sociale pour une certaine génération. Dans cette logique, les Belges voulaient réduire au minimum la formation des cadres hautement qualifiés, de peur que les nègres qualifiés ne nourrissent de folles ambitions et n'aspirent à des postes de responsabilité que voulaient toujours occuper, garder et gérer les seuls belges.

Il ressort de cette analyse que l'éducation coloniale ne transmettait pas les valeurs et les savoirs des sociétés colonisées. Elle était plutôt une volonté manifeste de travestissement des ceux-ci, l'objectif étant : « d'effectuer une révolution dans la société ; de la transformer en une société coloniale qui, ayant accepté son état, devenait un auxiliaire efficace de la puissance gouvernante. » (Idem). Cette école a eu beaucoup d'impact sur ses apprenants au point qu'après les indépendances, les premiers intellectuels africains n'ont pas su se détacher de l'idéal et de la vision de leurs maîtres. Ils en ont souvent été les défenseurs et relais acharnés. Le mimétisme et la reproduction des programmes scolaires occidentaux en déphasage avec les réalités locales africaines en constituent une illustration.

## **L'enseignement postcolonial : un problème d'aliénation ?**

Une analyse attentive de l'école africaine moderne relève qu'après les indépendances, les pays africains n'ont fait que perpétuer le système éducatif hérité du colon. L'essentiel de leur programme est resté tourné vers les réalités étrangères à leur contexte en plus du suivisme qui les caractérise. L'étude menée par Françoise Cros (2009) atteste que pour la plupart des programmes africains : « les contenus des activités sont parfois directement inspirés de manuels canadiens ou européens. » En effet, un constat général montre que les systèmes éducatifs africains sont caractérisés par l'importation des modèles éducatifs étrangers qui ne tiennent pas toujours compte de leurs réalités locales. C'est par exemple l'adoption de l'approche par les compétences (APC) par beaucoup de pays africains à la suite de profondes modifications subies par les systèmes éducatifs européens en vue de faire face aux défis socio-économiques de leur continent.

Par ailleurs, dans la plupart de cas, ce sont des experts étrangers qui définissent l'opérationnalisation des programmes d'enseignement en Afrique sans maîtrise préalable des réalités locales. Bien que les Etats africains semblent être les initiateurs des dites réformes, il est patent que ce sont les étrangers qui les mettent sur pied et déterminent leurs modalités d'application. C'est le constat de Françoise Cros et ses coéquipiers qui, tout en reconnaissant les efforts des gouvernements africains dans la mise sur pied des états généraux de l'éducation, regrettent que ce soit des experts étrangers qui, en Afrique, définissent « à la fois la structure et le contenu des enseignements de base et les pratiques pédagogiques. » (Idem). Ce recours à une expertise internationale (généralement européenne) a pour conséquence la méconnaissance des conditions réelles et vitales (de fonctionnement des systèmes éducatifs) des bénéficiaires.

L'une des erreurs récurrentes dans la réforme curriculaire en Afrique est la négligence de la différence culturelle et philosophique entre un occidental et un africain. Rien ne prouve que ce que le premier considère comme une valeur, la compétence par exemple, le soit nécessairement pour le second. Si pour un occidental, parler de compétence semble

une évidence, il n'est pas forcément le cas pour un enseignant africain pour qui c'est plutôt la performance (ce qu'il voit) qui compte et non la potentialité révélée à travers cette performance comme compétence (Cros, op cit).

Malheureusement, les initiatives nationalistes ayant tenté d'instaurer un modèle authentique, ont été combattues. C'est le cas du régime Mobutu qui, en 1967, ambitionnait de faire de l'éducation, un outil d'émancipation culturelle du peuple zaïrois. Cette période qui marque une certaine révolution du système éducatif congolais fut caractérisée par la primauté de l'Etat dans le choix des formes de l'enseignement et des compétences à acquérir. Par ses réformes, l'Etat zaïrois exprima sa volonté de créer les conditions nécessaires de transformation de la société congolaise. Bien que ce système n'eût pu se passer totalement de l'emprise de l'hégémonie coloniale en ce qui concerne l'élaboration des programmes, d'aucuns reconnaissent que ces réformes améliorèrent sensiblement le système éducatif congolais et permirent à la RDC de se doter d'un système universitaire qui attirait les meilleurs étudiants d'Afrique francophone (Kiambu Di Tumea, 2018).

Cet élan n'a pu subsister, depuis 1987, à l'interventionnisme des organismes financiers internationaux dont le FMI et la Banque Mondiale qui a brisé le dynamisme d'un système éducatif nationalisé en RDC. Dès lors, il s'en est suivi une série de mutations/réformes imposées qui ont vidé le système éducatif congolais de sa substantifique moelle. Au bout du compte, le niveau local ayant ses intérêts et représentations, il n'est pas évident que cela coïncide avec l'idéal des initiateurs de la réforme. Face aux enjeux développementaux et idéologiques actuels, l'école africaine et celle congolaise en particulier se heurte à de sérieux problèmes qui méritent d'être affrontés.

## **Les défis de l'école congolaise moderne**

Depuis son indépendance, la RDC a tenté d'économiser son système éducatif à travers plusieurs réformes qui, malheureusement, ne semblent pas répondre au besoin de conformité entre l'école et les problèmes sociaux. Restée prisonnière du modèle belge, la politique éducative du

Congo (RDC) peine à produire des résultats positifs qu'on attend. Un certain nombre de défis méritent d'être relevés afin d'établir une véritable politique éducative pour le développement de la RDC.

## **Le dépassement de l'enseignement livresque et le culte du diplôme**

Une observation attentive du système éducatif congolais relève quelques traits caractéristiques. Nous en abordons quelques-uns à la lumière de la pensée de Nyerere dans le livre précité. De prime abord, le but de l'enseignement au Congo reste la formation d'une élite bureaucrate. Par conséquent, ceux qui ont réussi à l'école deviennent des prétentieux et se considèrent pour de super citoyens ayant droit aux hauts salaires et emplois confortables en ville. Même ceux qui ont fait des études d'agronomie, de vétérinaire ou encore de techniques de développement rural, se confortent à chercher des emplois bureaucratiques en ville au lieu de toucher la terre, l'exploiter et la faire fructifier.

Ensuite, l'éducation actuelle en RDC crée une césure entre l'étudiant et la société qu'il est censé servir. L'apprenant est, tout au long de son parcours scolaire et académique, formé aux réalités autres que celle de sa société. D'une part, il ingurgite des connaissances étrangères à son milieu de vie ; d'autre part, il est voué à un enseignement quasi théorique loin des problèmes réels de son environnement. Très peu de ses matières puisent leur contenu dans son vécu quotidien pour le préparer à résoudre les problèmes qu'il y rencontre. Il est formé au Congo mais pas pour le

Congo. L'essentiel de son enseignement repose sur des réalités occidentales. Il est indubitable que beaucoup de jeunes congolais ayant fait l'école connaissent mieux la géographie, l'histoire ou encore la littérature occidentale que celles de leur propre pays. Imbus de ce savoir désincarné, enfermés dans une mentalité coloniale sans mesure, beaucoup de gens sont arrivés à croire qu'être véritablement intellectuel, c'est être capable de parler correctement les langues de l'Europe, maîtriser son histoire, etc., dans le total mépris de soi et de sa culture.

En outre, le système éducatif congolais actuel fait croire aux étudiants qu'on tire la vraie connaissance uniquement des livres ou du moins auprès

des gens lettrés. Aussi méprisent-ils l'expérience acquise par la pratique et qu'on peut trouver auprès de personnes âgées et d'autres illettrés expérimentés dans divers domaines mais qui sont considérés comme n'ayant que peu d'importance. Dans cet environnement livresque, l'employabilité d'une personne est plutôt relative au diplôme qu'à l'expérience. D'où une certaine course et un culte au diplôme que Charles Bashige qualifie de « *diplomatie* », et qui débouche sur la multiplicité de toutes les formes de fraudes académiques.

On est davantage préoccupé par l'obtention du diplôme à tout prix sans se soucier du contenu, de la compétence. Cette attitude est dénoncée par Julius Nyerere pour qui, nous sommes dans le faux lorsque nous tenons pour acquis que quelqu'un qui n'a pas de diplôme « ne peut pas exercer de métier [en faisant] fi de ses connaissances et de son expérience » (Nyerere, 1972, p.24). Certes, l'expérience ne donne pas toutes les compétences et l'on ne peut pas exercer n'importe quelle fonction puisqu'on est expérimenté. Mais également, suite à la course au diplôme, la détention d'une maîtrise ou d'un doctorat n'implique pas nécessairement les compétences attendues si l'on ne s'est pas bien formé en alternant théorie et pratique. Alors on peut comprendre cette phrase de Nyerere qui stipule qu'« Attacher trop d'importance aux connaissances livresques est aussi faux que de les sous-estimer » (Idem, p.25). Par ailleurs, l'enseignement en RDC reste dominé par les sciences humaines et sociales. Très peu d'institutions organisent les enseignements techniques. Or, l'expérience a montré que le développement des Etats passe par l'université à travers l'enseignement technique.

La primauté des langues étrangères sur les langues locales dans le cursus formatif est un autre défi à relever. Il n'est pas faux de supposer qu'un taux élevé d'échecs conduisant à la déperdition scolaire serait aussi lié au manque de maîtrise de la langue d'enseignement. Apprendre dans une langue étrangère durcit la compréhension. On passe de traduction en traduction avant de comprendre une notion quelconque. L'enfant congolais est déchiré entre la langue de l'école (le français) et sa langue au point que l'école lui est effectivement étrangère. Alors que tous les autres enfants du monde ont l'opportunité d'apprendre au moins dans leur langue, comme le recommande d'ailleurs les droits de l'enfant (Art.29),

l'enfant congolais reste en grande partie prisonnier d'un apprentissage exclusivement dispensé en français. Plusieurs analystes s'accordent pour affirmer qu'il s'agit là de la perpétuation de la « subordination à la fois linguistique et culturelle vis-à-vis des anciennes puissances coloniales » (Pallante, 2008, p.164).

On ne peut pas ignorer que l'introduction des langues étrangères dans l'éducation africaine par le colon avait un soubassement idéologique. Elle visait l'inhibition des valeurs culturelles africaines pour inculquer aux jeunes la supériorité de l'Europe sur l'Afrique. D'aucuns savent que c'est à travers la langue que sont véhiculées les valeurs culturelles d'un peuple. N'apprenant qu'en langue étrangère, au mépris des leurs, les congolais tendent à honnir leurs propres cultures et ses valeurs pour épouser maladroitement celle de leurs dominateurs.

Certes, les langues congolaises seules ne suffisent plus dans un monde globalisé, et c'est pourquoi elles devraient coexister avec les langues étrangères sans être phagocytées par celles-ci. Les relais locaux de la colonisation (les intellectuels aliénés) nous objectent que les langues congolaises ne sont pas en mesure de traduire et exprimer la quintessence de la science, de la technologie ou encore de la philosophie. Une simplification qui frise la paresse. Ignoreraient-ils que si originellement la science a été conçue en grec puis en latin, en ce qui concerne l'Occident, rien n'a empêché à chaque peuple de la traduire et l'exprimer dans sa propre langue ? C'est sous l'impulsion des penseurs comme Locke que l'anglais, comme langue locale, a eu raison sur le latin pour favoriser l'apprentissage pour tous. L'exemple des Chinois et des Arabes en dit long. Il suffirait d'un travail sérieux des linguistes et grammairiens africains sur la syntaxe de leurs langues pour leur donner la noblesse qui leur revient. Cela aurait un impact sur tous les plans : idéologique, scientifique, culturel, etc.

## **L'autonomie financière comme gage de la réforme**

En RDC, plusieurs réformes de l'enseignement secondaire ont surtout été envisagées et initiées. Cependant, même s'il peut paraître que ce sont les autorités nationales qui les mettent sur pied, il est aussi évident que c'est sous l'influence des bailleurs de fonds. Etant donné la dépendance

financière pour la mise en œuvre de la politique éducative congolaise, son mode de fonctionnement est également dicté par les mêmes bailleurs des fonds. Il est patiemment de constater que le secteur de l'éducation est l'un des moins pourvus financièrement par l'Etat congolais. Par conséquent, les réformes sont prises en charge par des bailleurs de fonds étrangers.

Or, comme le souligne Xavier Rogeirs (2008), certains bailleurs des fonds étrangers conditionnent leur aide aux pays africains à une certaine orientation à prendre dans leurs curricula scolaires. C'est ainsi que l'on adopte sans recul la philosophie de l'éducation des pays du Nord sous peine de perdre le financement. Par ailleurs, il est courant pour les anciennes métropoles de financer l'éducation de leurs anciennes colonies. Ce qui fait que, souvent, ces dernières arriment leurs programmes et systèmes éducatifs à ceux de leurs anciennes métropoles. Françoise Cros (op.cit) l'illustre mieux lorsqu'elle montre, par exemple, que depuis 2008, le Gabon compte sur le financement de l'UNICEF et de la France. Il en est de même pour le Cameroun dont la mise en œuvre de l'approche par compétence (APC) repose très largement sur les financements des bailleurs internationaux, à commencer par la France. En RDC, l'opérationnalisation de la gratuité de l'enseignement de base ne s'est envisagée au cours de l'année 2020 que sous l'impulsion de la banque mondiale qui l'a financée. De ce fait, on ne s'étonnera plus que les réformes échouent étant donné que les autorités africaines, pour la grande partie, s'inscrivent dans les tendances internationales selon la volonté des bailleurs. Que faut-il envisager pour une école du développement de la RDC ?

## **Pour une éducation de développement de la RDC**

Par-delà, l'élitisme et la recherche du diplôme, la question essentielle relative à la politique éducative en RDC est de savoir si l'école congolaise est attentive aux attentes de la société, en termes de réponses à ses principaux problèmes. Puisqu'elle est déconnectée des réalités sociales, il est impératif aujourd'hui de redéfinir la politique de l'éducation au Congo, en puisant dans le modèle traditionnel, authentique et spécifique.

## **Le recours à l'enseignement traditionnel**

Pour relever le défi de l'aliénation et mettre sur pied un enseignement à la hauteur de ses problèmes, la RDC devrait faire, comme le disait si bien feu le président Mobutu, non pas un retour mais un recours à l'authenticité. Cela veut dire que le système éducatif congolais devrait puiser dans l'enseignement traditionnel des éléments nécessaires pouvant lui permettre de résoudre ses problèmes. En effet, comme le stipule le préambule de la Déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous de 1990 : « Le savoir traditionnel et le patrimoine culturel autochtone ont une valeur et une validité propres et peuvent servir aussi bien à définir qu'à promouvoir le développement ». Les méthodes et le savoir traditionnels ne sont pas à rejeter en bloc comme il ne s'agit pas non plus de détruire les acquis du modèle occidental à l'instar des extrémistes de Boko Haram. Ni tout copier ni tout rejeter du modèle occidental, mais plutôt opter pour une symbiose osmotique entre enseignement traditionnel et enseignement moderne.

A cet effet, le système actuel devrait préconiser la transmission des valeurs liées à la vie, à la pratique ; c'est-à-dire, à l'environnement social des formés. Leur apprendre à construire le savoir que de répéter sans les contextualiser des savoirs construits ailleurs. Il faudrait passer de la description, à la construction d'un savoir utile puisqu'en adéquation avec le problème réel de l'apprenant congolais. Dans le domaine de la morale, il faudrait revenir sur les fondamentaux de l'axiologie traditionnelle basée sur le courage, l'honnêteté, l'obéissance à l'autorité, la politesse, le sens de la responsabilité, l'intégrité, etc. In fine, il faut préparer les apprenants à la vie sociale en leur donnant un enseignement conforme à nos besoins et réalités propres (Nyerere, *op.cit*)

C'est dans ce cadre qu'Angélique Del Rey (2010) préconise une éducation territorialisée, c'est-à-dire une éducation qui apprend aux élèves à être attentifs à leur environnement, une éducation qui relève les défis du milieu où vit l'élève. Cette éducation doit apprendre aux élèves que le monde n'est pas ailleurs. Le monde est, et c'est maintenant que je dois le transformer. Il faut éduquer à transformer son monde à soi plutôt qu'à contempler et s'adapter à celui d'autrui. Cela exige qu'on fasse de

la situation de l'éduqué, c'est-à-dire de son territoire et ses réalités, un absolu, une finalité en soi.

Par ailleurs, il faut une revalorisation des cultures congolaises supplantées par la culture occidentale à travers ses langues. En effet, apprendre la langue de quelqu'un, c'est apprendre en même temps sa culture, son monde et sa vision ; bref, ses manières d'être, façonnées par sa langue. De ce fait, il est impératif d'apprendre systématiquement les langues nationales congolaises qui sont les vecteurs de sa culture. Les langues véhiculent non seulement la culture mais aussi, elles sous-tendent et traduisent une vision du monde. C'est pourquoi nous pouvons affirmer que c'est « en introduisant les langues nationales dans les écoles [congolaises que la RDC] pourra sauvegarder et revaloriser ses valeurs culturelles. C'est aussi de cette manière qu'elle pourra éduquer non pas une jeunesse dépendante et aliénée culturellement mais des jeunes qui se servent de leur mémoire collective pour affronter avec clairvoyance les défis qui se posent à eux. » (Pallante, 2008). Tout ceci nécessite une révision et une profonde réforme du système éducatif congolais assumées et assurées par l'Etat.

### **La réforme congolaise des programmes d'enseignement comme gage de son développement**

L'inadéquation entre les programmes et la réalité sociale des formés nécessite une profonde réforme à la lumière des besoins et des objectifs sociaux de la RDC. Son développement et son émancipation sociopolitique et économique doivent passer par la rénovation, mieux, la révolution du système éducatif hérité de la colonisation. Les congolais doivent se reposer la question de savoir pourquoi ils veulent éduquer afin de sortir du plan actuel qui ne répond pas à leurs objectifs. D'ailleurs, comme l'ont montré plusieurs études récentes, en RDC : « la qualité est faible à tous les niveaux du système éducatif, le contenu et les normes de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur n'ayant pas été, au demeurant, réformés depuis plus de vingt ans » (Banque mondiale, 2015). La vétusté de son programme est suicidaire pour son développement.

Aujourd'hui comme hier, la philosophie de l'éducation congolaise répond aux objectifs coloniaux entre autres la formation des administrateurs et assistants des administrateurs. On forme des employés et non des entrepreneurs. De ce fait, tout l'enseignement est quasi réduit à l'acquisition des compétences voulues par le colon et ne vise que le salariat. Aujourd'hui, la question est de savoir ce que nous voulons faire de notre jeunesse dans les circonstances actuelles. Cela exige la mise sur pied d'une refonte systématique des programmes sinon, cela ne servirait à rien de former des gens dont « les résultats n'ont aucune portée directe sur la société que nous essayons de bâtir » (Nyerere, 1972, p.10). Continuer de former à la manière imposée ou copiée de l'occident sans tenir compte de notre réalité locale, c'est préparer notre jeunesse à un avenir bouché. C'est leur priver la capacité de fixer par eux-mêmes de nouveaux objectifs selon leur besoin.

Pour ce faire, dans le processus de réforme du système éducatif congolais, il faut se poser les vraies questions : quelle direction voulons-nous donner au système éducatif ? Quel est son but, quel type d'homme voulons-nous former, pourquoi et pour quelle société ? Tant que nous n'aurons pas de réponses claires à ces questions nous copierons toujours des modèles inadaptés à nos réalités. Dit autrement, tant que l'enseignement congolais n'est pas compatible aux exigences et besoins sur le terrain, il ne saura pas booster son développement. Il faut qu'il prenne en compte ses réalités locales spécifiques.

## **Conclusion**

Nous avons montré dès le début de cette réflexion que la République Démocratique du Congo a hérité et perpétué depuis son indépendance un système éducatif aliénant ni suffisant ni adapté à ses besoins. Le mimétisme et l'inadéquation de son programme par rapport à ses réalités locales serait l'un des freins de son développement. Coupée de son environnement, l'école congolaise est incapable de sortir la RDC du gouffre du sous-développement. Pour sortir de cette impasse, le Congo a besoin d'un enseignement contextualisé. Les jeunes congolais doivent faire face à leur quotidienneté. Ils doivent apprendre leur géographie et leur

histoire afin d'y déceler des modèles de héros. Sans négliger l'image de Charlemagne, Napoléon, Jeanne- d'Arc, Descartes, etc., qui ont marqué leur société, c'est dans les figures de Kimpavita, Lumumba, Lurhuma, Mukwege, Mudimbe, pour ne citer que ceux-là que le jeune congolais devrait tirer son modèle de courage, de loyauté, de patriotisme, d'auto-prise en charge, etc. Dans ce processus, il faut donner aux langues africaines leur juste valeur en les intégrant davantage dans l'enseignement à côté de celles occidentales pour une intégration effective et une interculturalité.

## Bibliographie

- Colle, P. (1971). *Essai de monographie chez les Bashi*, Centre d'Etude de langues africaines, Bukavu.
- Cros, F. et al. (2009), *Étude sur les réformes curriculaires par l'approche par compétences en Afrique*. [Rapport de recherche] Centre international d'études pédagogiques (CIEP).
- Del Rey, A. (2010), *A l'école des compétences. De l'éducation à la fabrique de l'élève performant*. Paris, La Découverte.
- Jacques, K. (2018), « Politique de l'éducation et développement du capital humain : le cas de la République Démocratique du Congo (RDC) », dans *Marché et Organisations*, n° 32, pp.87-108.
- Mbembe, A. (1985). « Systèmes éducatifs et systèmes sociaux » dans *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- Morfau, L. et Lefranc, J. (2024), *Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*, Nouvelle édition, Armand Colin, Paris.
- Nyerere, J. (1972), *Indépendance et éducation*, Editions Clé, Yaoundé.
- ONU. (1990). *Déclaration mondiale sur l'Éducation Pour Tous*, Conférence de Jomte.
- Pallante, P. (2008). *Droit à quelle éducation en Afrique ?*, Presse de l'UCAC, Yaoundé.
- Xavier, R. (2008). *L'approche par compétences en Afrique francophone : quelques tendances*, Genève, Suisse.
- Mungala, (2016). « *L'éducation traditionnelle en Afrique et ses valeurs fondamentales* », in <https://www.wathi.org/valeursafricaines/wathinotes-valeurs-africaines/leducation-traditionnelle-afrique-valeurs-fondamentales/>.

*Prospectiva de la educación en México y la República Democrática del Congo.*

*Reflexiones desde las políticas y prácticas educativas.*

*Se terminó de editar en enero de 2026*

*en los talleres de Astra Ediciones*

*Av. Acueducto No. 829*

*Colonia Santa Margarita, C. P. 45140*

*Zapopan, Jalisco, México.*

*33 38 34 82 36*

*E-mail: [edicion@astraeditorial.com.mx](mailto:edicion@astraeditorial.com.mx)*

[www.astraeditorialshop.com](http://www.astraeditorialshop.com)





**El libro *Prospectiva de la educación en México y la República Democrática del Congo. Reflexiones desde las Políticas y Prácticas Educativas* es un esfuerzo colectivo que busca identificar principios y estrategias que conviertan a la educación en una palanca de equidad y desarrollo sostenible. Esta obra propone una mirada que trasciende fronteras para extraer lecciones mutuas y replantear la educación como bien público global. Su apuesta es clara: si México y la República Democrática del Congo logran convertir sus escuelas en espacios dignos, invirtiendo en la mejora continua de la infraestructura escolar y el desarrollo profesional docente, así como fortaleciendo los procesos de formación de las nuevas generaciones, dirigidos a preparar ciudadanos comprometidos con su entorno, de espíritu crítico y éticos, se habrá dado un paso decisivo hacia sociedades más justas, incluyentes y prósperas, y el aprendizaje resultará útil para cualquier país que comparta ese anhelo.**

ISBN: 978-607-640-087-6



9 786076 400876



Consulta y descarga

